

**ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS**

## ÉTAT A

(Article 10 de la loi)

## TABLEAU DES VOIES ET MOYENS APPLICABLES AU BUDGET DE 2005

## I. – BUDGET GÉNÉRAL

Numéro de la ligne	Désignation des recettes.)	Révision des évaluations pour 2005 (En milliers d'euros)
	<b>A. – Recettes fiscales</b>	
	1. IMPÔT SUR LE REVENU	
0001	Impôt sur le revenu.....	+ 931 000
	2. AUTRES IMPÔTS DIRECTS PERÇUS PAR VOIE D'ÉMISSION DE RÔLES	
0002	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles .....	- 616 000
	3. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS	
0003	Impôt sur les sociétés .....	- 2 099 000
	4. AUTRES IMPÔTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILÉES	
0004	Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu .....	- 80 000
0005	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes .....	+ 650 000
0006	Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n° 63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV) .....	+ 1 000
0007	Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965, art. 3) .....	+ 40 000
0008	Impôt de solidarité sur la fortune .....	+ 337 000
0009	Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage .....	+ 2 000
0010	Prélèvements sur les entreprises d'assurance .....	- 20 000
0011	Taxe sur les salaires.....	+ 528 540
0012	Cotisation minimale de taxe professionnelle.....	+ 50 000
0013	Taxe d'apprentissage .....	+ 11 000
0014	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue .....	+ 5 000
0016	Contribution sur logements sociaux .....	+ 1 000
	Totaux pour le 4 .....	+ 1 525 540

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Révision des évaluations pour 2005 (En millions d'euros)
	<b>5. TAXE INTÉRIEURE SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS</b>	
0021	Taxe intérieure sur les produits pétroliers .....	- 1 093 440
	<b>6. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE</b>	
0022	Taxe sur la valeur ajoutée.....	- 2 127 000
	<b>7. ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTION ET TAXES INDIRECTES</b>	
0023	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices .....	+ 97 000
0024	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce .....	+ 39 000
0026	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers .....	- 1 000
0027	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations) .....	+ 55 000
0028	Mutations à titre gratuit par décès .....	+ 612 000
0034	Taxe spéciale sur les conventions d'assurance .....	-176 940
0038	Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices .....	+ 850 000
0039	Recettes diverses et pénalités .....	- 39 000
0040	Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés .....	- 110 000
0041	Timbre unique .....	+ 8 000
0044	Taxe sur les véhicules de société .....	- 83 000
0045	Actes et écrits assujettis au timbre de dimension .....	+ 2 000
0051	Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs .....	- 17 000
0059	Recettes diverses et pénalités .....	- 10 000
0060	Taxe sur les contributions patronales au financement de la prévoyance complémentaire .....	- 20 000
0061	Droits d'importation .....	+ 130 000
0064	Autres taxes intérieures .....	+ 37 000
0066	Amendes et confiscations .....	+ 3 000
0067	Taxe générale sur les activités polluantes .....	- 10 000
0081	Taxe et droits de consommation sur les tabacs .....	+ 36 000
0083	Taxe sur les concessionnaires d'autoroutes .....	+ 10 000
0085	Droit de circulation sur les vins, cidres, poirés et hydromels .....	+ 4 000
0086	Droit de consommation sur les produits intermédiaires .....	- 4 000
0087	Droit de consommation sur les alcools .....	- 92 000
0088	Droit sur les bières et les boissons non alcoolisées .....	+ 4 000
0089	Taxe sur les installations nucléaires de base .....	- 16 000
0091	Garantie des matières d'or et d'argent .....	- 4 000
0093	Autres droits et recettes à différents titres .....	+ 2 000
0094	Taxe spéciale sur la publicité télévisée .....	+ 1 000
0097	Cotisation à la production sur les sucres .....	+ 25 000
0098	Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées.....	+ 4 000
0099	Autres taxes .....	- 2 000
	Totaux pour le 7 .....	+ 1 334 060
	<b>B. – Recettes non fiscales</b>	
	<b>1. EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS À CARACTÈRE FINANCIER</b>	
0110	Produits des participations de l'État dans des entreprises financières .....	- 58 300
0111	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés .....	+ 52 000
0116	Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers .....	+ 308 400
	Totaux pour le 1 .....	+ 302 100
	<b>2. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT</b>	
0203	Recettes des établissements pénitentiaires .....	+ 1 000

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Révision des évaluations pour 2005 (En millions d'euros)
0207	Produits et revenus du domaine encaissés par les comptables des impôts .....	- 173 400
0211	Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	- 750 000
0299	Produits et revenus divers .....	+ 2 000
	Totaux pour le 2 .....	- 920 400
	<b>3. TAXES, REDEVANCES ET RECETTES ASSIMILÉES</b>	
0310	Recouvrement des frais de justice, des frais de poursuite et d'instance	+ 100
0312	Produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation .....	- 20 000
0313	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires.....	- 30 000
0314	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907 .....	- 48 000
0315	Prélèvements sur le Pari mutuel .....	- 3 000
0318	Produit des taxes, redevances et contributions pour frais de contrôle perçues par l'Etat .....	+ 14 300
0325	Recettes perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction .....	- 13 500
0326	Reversement au budget général de diverses ressources affectées	- 90 000
0329	Recettes diverses des comptables des impôts .....	+ 2 200
0333	Frais d'assiette et de recouvrement de la redevance audiovisuelle	- 5 800
0335	Versement au Trésor des produits visés par l'article 5, dernier alinéa, de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945 .....	+ 1 500
0339	Redevances d'usage des fréquences radioélectriques .....	- 10 300
0340	Reversement à l'Etat de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat	+ 600 000
0341	Produit de la taxe sur les consommations d'eau .....	+ 41 200
	Totaux pour le 3 .....	+ 438 700
	<b>4. INTÉRÊTS DES AVANCES, DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL</b>	
0408	Intérêts sur obligations cautionnées .....	- 1 400
0409	Intérêts des prêts du Trésor .....	+ 233 800
0499	Intérêts divers .....	+ 5 000
	Totaux pour le 4 .....	+ 237 400
	<b>5. RETENUES ET COTISATIONS SOCIALES AU PROFIT DE L'ÉTAT</b>	
0505	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques.....	+ 11 300
0509	Contributions aux charges de pensions de divers organismes publics ou semi-publics .....	+ 200
	Totaux pour le 5 .....	+ 11 500
	<b>6. RECETTES PROVENANT DE L'EXTÉRIEUR</b>	
0604	Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget .....	+ 16 700
	<b>8. DIVERS</b>	
0801	Recettes en contrepartie des dépenses de reconstruction .....	+ 16 100
0806	Recettes en atténuation des charges de la dette et des frais de trésorerie .....	+ 197 100
0812	Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur .....	+ 600 000

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Révision des évaluations pour 2005 (En millions d'euros)
0813	Rémunération de la garantie accordée par l'Etat aux caisses d'épargne .....	+ 456 000
0814	Prélèvements sur les autres fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations .....	- 617 000
0815	Rémunération de la garantie accordée par l'Etat à la Caisse nationale d'épargne .....	+ 161 000
0818	Versements de l'établissement public prévu à l'article 46 de la loi de finances pour 1997 (n° 96-1181 du 30 décembre 1996) .....	+ 200
0899	Recettes diverses .....	+ 94 000
	Totaux pour le 8 .....	+ 907 400
	<b>C. – Prélèvements sur les recettes de l'Etat</b>	
	1. PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT AU PROFIT DES COLLECTIVITÉS LOCALES	
0001	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement .....	+ 189 676
0002	Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation .....	+ 101 287
0003	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs .....	- 3 413
0004	Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements.....	+ 27 152
0005	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle .....	- 5 312
0007	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale .....	- 9 052
0009	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse .....	- 1 632
	Totaux pour le 1 .....	+ 298 704
	2. PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT AU PROFIT DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES	
0001	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes .....	+ 770 000
	<b>RÉCAPITULATION GÉNÉRALE</b>	
	<b>A. – Recettes fiscales</b>	
1	Impôt sur le revenu .....	+ 931 300
2	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles .....	- 616 000
3	Impôt sur les sociétés .....	- 2 099 000
4	Autres impôts directs et taxes assimilées.....	+ 1 525 540
5	Taxe intérieure sur les produits pétroliers .....	- 1 093 440
6	Taxe sur la valeur ajoutée.....	- 2 127 000
7	Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes.....	+ 1 334 060
	Totaux pour la partie A .....	- 2 144 540

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Révision des évaluations pour 2005 (En millions d'euros)
<b>B. – Recettes non fiscales</b>		
	Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier .....	+ 302 100
1	Produits et revenus du domaine de l'Etat .....	- 920 400
2	Taxes, redevances et recettes assimilées .....	+ 438 700
3	Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital .....	+ 237 400
4	Retenues et cotisations sociales au profit de l'Etat .....	+ 11 500
5	Recettes provenant de l'extérieur .....	+ 16 700
6	Divers .....	+ 907 400
8		
Totaux pour la partie B .....		+ 993 400
<b>C. – Prélèvements sur les recettes de l'Etat</b>		
1	Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales .....	-298 706
2	Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes .....	-770 000
Totaux pour la partie C .....		-1 068 706
<b>Total général.....</b>		<b>- 2 219 846</b>

## II. – BUDGETS ANNEXES

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Révision des évaluations pour 2005 (En milliers d'euros.)
<b>LÉGION D'HONNEUR</b>		
Première section. – Exploitation		
7400	Subventions .....	2 300 000
Deuxième section. – Opérations en capital		
9800	Amortissements et provisions .....	2 000 000
	<i>A déduire :</i>	
	<i>Amortissements et provisions .....</i>	<i>- 2 000 000</i>
<b>Total des recettes nettes .....</b>		<b>2 300 000</b>

## III. – COMPTES D’AFFECTATION SPÉCIALE

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Révision des évaluations pour 2005 (En milliers d’euros.)
01	<b>GESTION DU PATRIMOINE IMMOBILIER DE L’ETAT</b>	
	Produits des cessions immobilières .....	500 000 000
	<b>Total pour les comptes d’affectation spéciale .....</b>	<b>500 000 000</b>

## IV. – COMPTES D’AVANCES DU TRÉSOR

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Révision des évaluations pour 2005 (En milliers d’euros.)
01	<b>AVANCES AUX ORGANISMES DE L’AUDIOVISUEL PUBLIC</b>	
	Produits de la redevance .....	+ 20 420 000

**ÉTAT B**  
(Article 11 de la loi)

**RÉPARTITION, PAR TITRE ET PAR MINISTÈRE, DES CRÉDITS OUVERTS  
AU TITRE DES DÉPENSES ORDINAIRES DES SERVICES CIVILS**

(En euros.)

Ministères ou services	Titre I	Titre II	Titre III	Titre IV	Totaux
Affaires étrangères .....			129 806	»	129 806
Agriculture, alimentation, pêche et affaires .....					
rurales .....			9 256 332	40 186 398	49 442 730
Anciens combattants .....			»	»	»
Charges communes .....	350 830 000	»	»	»	350 830 000
Culture et communication.....			24 907 343	»	24 907 343
Ecologie et développement durable .....			1 973 064	»	1 973 064
Economie, finances et industrie .....			25 782 867	42 861 970	68 644 837
<i>Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche :</i>					
I. – Enseignement scolaire .....			»	»	»
II. – Enseignement supérieur .....			2 640 560	1 263 646	3 904 206
III. – Recherche .....			»	»	»
Equipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer :					
I. – Services communs et urbanisme ..			6 425 029	100 000	6 525 029
II. – Transports et sécurité routière .....			»	42 250 000	42 250 000
III. – Aménagement du territoire .....			»	»	»
IV. – Tourisme .....			»	»	»
V. – Mer .....			»	254 619	254 619
Total .....			6 425 029	42 604 619	49 029 648
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales .....			1 964 947	60 901 179	62 866 126
Jeunesse, sports et vie associative .....			»	»	»
Justice .....			22 607 677	»	22 607 677
Outre-mer .....			4 199 976	»	4 199 976
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. – Services généraux .....			1 977 460	134 404 263	136 381 723
II. – Secrétariat général de la défense nationale .....			»	»	»
III. – Conseil économique et social ...			»	»	»
IV. – Plan .....			»	»	»
<i>Travail, santé et cohésion sociale :</i>					
I. – Emploi et travail .....			12 000 000	»	12 000 000
II. – Santé, famille, personnes handicapées et cohésion sociale			292 659 186	144 382 339	437 041 525
III. – Ville et rénovation urbaine .....			»	»	»
IV. – Logement .....			»	155 370 000	155 370 000
<b>Total général .....</b>	<b>350 830 000</b>	<b>»</b>	<b>406 524 247</b>	<b>621 974 414</b>	<b>1 379 328 661</b>



## ÉTAT B'

(Article 12 de la loi)

**RÉPARTITION, PAR TITRE ET PAR MINISTÈRE, DES CRÉDITS ANNULÉS  
AU TITRE DES DÉPENSES ORDINAIRES DES SERVICES CIVILS**

(En euros.)

Ministères ou services	Titre I	Titre II	Titre III	Titre IV	Totaux
Affaires étrangères .....			»	»	»
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales .....			2 496 695	»	2 496 695
Anciens combattants .....			»	»	»
Charges commune.....			»	9 551 753	1 070 304 009
Culture et communication.....	1 060 752 256	»	860 313	21 619 714	22 480 027
Ecologie et développement durable .....			»	»	»
Economie, finances et industrie.....			8 078 749	1 000 000	9 078 749
<i>Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche :</i>					
I. – Enseignement scolaire .....			»	»	»
II. – Enseignement supérieur .....			693 000	»	693 000
III. – Recherche .....			»	»	»
Équipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer :					
<i>I. – Services communs et urbanisme .....</i>			8 782 313	»	8 782 313
<i>II. – Transports et sécurité routière .....</i>			»	2 020 573	2 020 573
<i>III. – Aménagement du territoire .....</i>			»	300 000	300 000
<i>IV. – Tourisme .....</i>			»	»	»
<i>V. – Mer .....</i>			»	»	»
Total .....			8 782 313	2 320 573	11 102 886
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales .....			129 889	»	129 889
Jeunesse, sports et vie associative .....			»	»	»
Justice .....			7 900 000	»	7 900 000
Outre-mer.....			»	1 331 766	1 331 766
<i>Services du Premier ministre :</i>					
I. – Services généraux .....			2 344 700	»	2 344 700
II. – Secrétariat général de la défense nationale .....			»	»	»
III. – Conseil économique et social .....			»	»	»
IV. – Plan .....			495 300	»	495 300
<i>Travail, santé et cohésion sociale :</i>					
I. – Emploi et travail .....			420 228	284 203 748	284 623 976
II. – Santé, famille, personnes handicapées et cohésion sociale .....			»	»	»
III. – Ville et rénovation urbaine .....			»	»	»
IV. – Logement .....			»	»	»
<b>Total général .....</b>	<b>1 060 752 256</b>	<b>»</b>	<b>32 201 187</b>	<b>320 027 554</b>	<b>1 412 980 997</b>

## ÉTAT C

(Article 13 de la loi)

**RÉPARTITION, PAR TITRE ET PAR MINISTÈRE, DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT OUVERTS AU TITRE DES DÉPENSES EN CAPITAL DES SERVICES CIVILS**

(En milliers d'euros.)

Ministères ou services	Titre V		Titre VI		Titre VII		Totaux	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement	Autorisations de programme	Crédits de paiement	Autorisations de programme	Crédits de paiement	Autorisations de programme	Crédits de paiement
Affaires étrangères .....	»	»	»	27 500 000	»	»	»	27 500 000
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales .....	»	»	»	»			»	»
Anciens combattants.....	»	»	»	»			»	»
Charges communes .....	»	»	»	»			»	»
Culture et communication .....	»	575 219	»	»			»	575 219
Ecologie et développement durable ....	»	»	»	»			»	»
Economie, finances et industrie.....	»	»	19 000 000	19 000 000			19 000 000	19 000 000
<i>Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche :</i>								
I. – Enseignement scolaire .....	»	»	»	»			»	»
II. – Enseignement supérieur .....	»	»	350 000	350 000			350 000	350 000
III. – Recherche.....	»	»	»	»			»	»
Équipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer :								
<i>I. – Services communs et urbanisme .</i>	»	»	»	»	»	»	»	»
<i>II. – Transports et sécurité routière ...</i>	»	»	»	»			»	»
<i>III. – Aménagement du territoire.....</i>	»	»	»	»			»	»
<i>IV. – Tourisme .....</i>	»	»	»	»			»	»
<i>V. – Mer .....</i>	»	»	»	»			»	»
Total .....	»	»	»	»			»	»
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales .....	»	»	»	»			»	»
Jeunesse, sports et vie associative .....	»	»	»	»			»	»
Justice .....	»	»	»	»			»	»
Outre-mer .....	»	»	»	»			»	»
<i>Services du Premier ministre :</i>								
I. – Services généraux .....	»	»	»	»			»	»
II. – Secrétariat général de la défense nationale.....	»	»	»	»			»	»
III. – Conseil économique et social . . .	»	»	»	»			»	»
IV. – Plan .....	»	»	»	»			»	»
<i>Travail, santé et cohésion sociale :</i>								
I. – Emploi et travail .....	»	»	»	»			»	»
II. – Santé, famille, personnes handicapées et cohésion sociale .....	»	»	»	»			»	»
III. – Ville et rénovation urbaine .....	»	»	»	»			»	»
IV. – Logement.....	»	»	»	»			»	»
<b>Total général .....</b>	»	<b>575 219</b>	<b>19 350 000</b>	<b>46 850 000</b>	»	»	<b>19 350 000</b>	<b>47 425 219</b>

## ÉTAT C'

(Article 14 de la loi)

**RÉPARTITION, PAR TITRE ET PAR MINISTÈRE, DES AUTORISATIONS DE  
PROGRAMME ET DES CRÉDITS DE PAIEMENT ANNULÉS AU TITRE DÉPENSES  
EN CAPITAL DES SERVICES CIVILS**

(En euros.)

Ministères ou services	Titre V		Titre VI		Titre VII		Totaux	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement	Autorisations de programme	Crédits de paiement	Autorisations de programme	Crédits de paiement	Autorisations de programme	Crédits de paiement
Affaires étrangères .....								
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales .....				254 619				254 619
rurales .....								
Anciens combattants .....								
Charges communes .....								
Culture et communication .....		7 205 147		3 836 848				11 041 995
Ecologie et développement durable ....		2 900 000						2 900 000
Economie, finances et industrie .....		1 710 000		15 963 260				17 673 260
<i>Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche :</i>								
I. – Enseignement scolaire .....	350 000	350 000					350 000	350 000
II. – Enseignement supérieur .....								
III. – Recherche .....								
Équipement, transports, aménagement du territoire, tourisme et mer :								
I. – Services communs et urbanisme .		4 624 467		7 600 000		935 533		13 160 000
II. – Transports et sécurité routière ...		3 737 019		21 000 000				24 737 019
III. – Aménagement du territoire .....								
IV. – Tourisme .....								
V. – Mer .....								
Total .....		8 361 486		28 600 000		935 533		37 897 019
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales .....				30 000 000				30 000 000
Jeunesse, sports et vie associative .....								
Justice .....								
Outre-mer .....								
<i>Services du Premier ministre :</i>								
I. – Services généraux .....		5 000 000						5 000 000
II. – Secrétariat général de la défense nationale.....								
III. – Conseil économique et social .....								
IV. – Plan .....								
<i>Travail, santé et cohésion sociale :</i>								
I. – Emploi et travail .....		2 027 819						2 027 819
II. – Santé, famille, personnes handicapées et cohésion sociale .....		878 171						878 171
III. – Ville et rénovation urbaine .....				20 300 000				20 300 000
IV. – Logement .....								
<b>Total général .....</b>	<b>350 000</b>	<b>28 432 623</b>		<b>98 954 727</b>		<b>935 533</b>	<b>350 000</b>	<b>128 322 883</b>

Vu pour être annexé au projet de loi adopté par le Sénat dans sa séance du 22 décembre 2005.

*Le Président,*